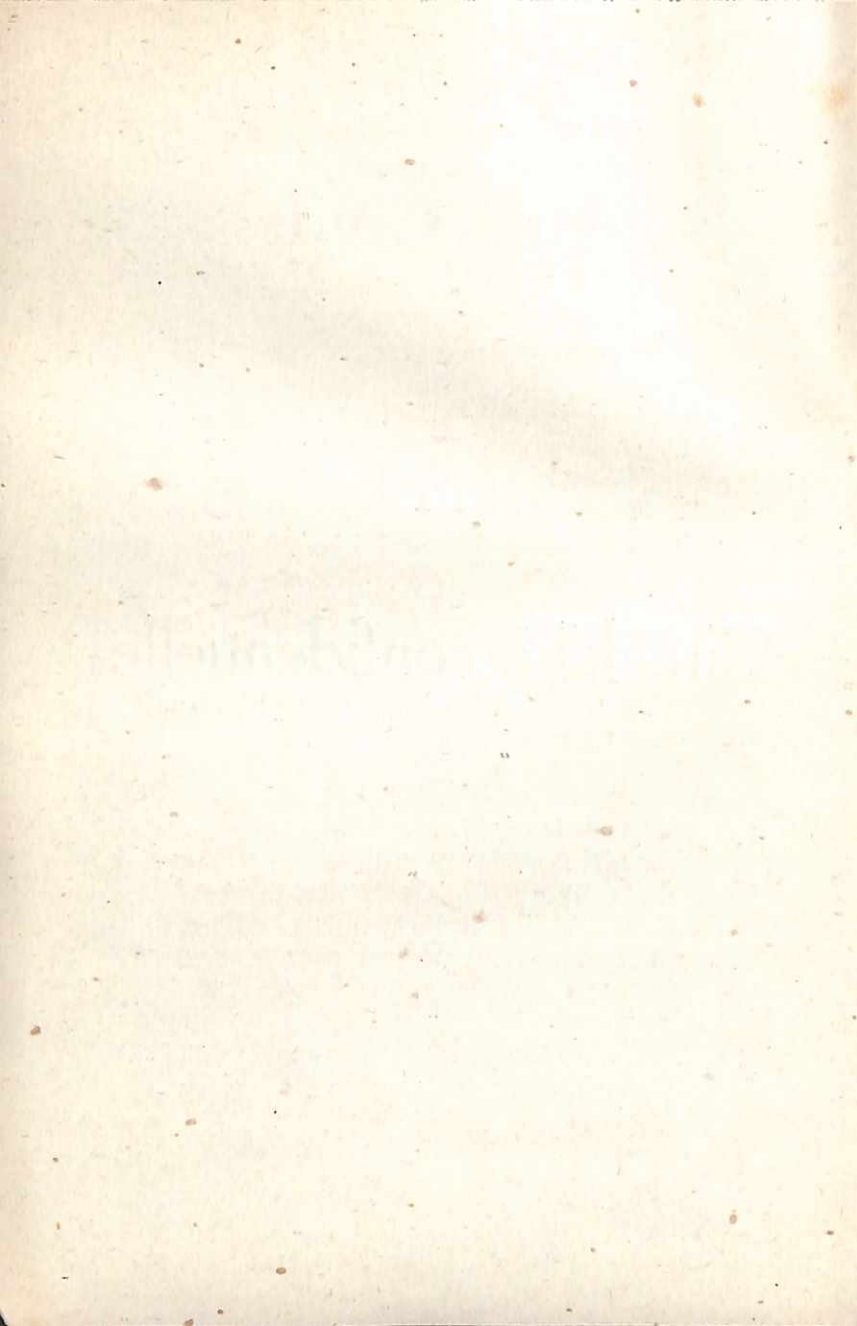


Aux Civils

III

Circulaire confidentielle



Paris, le 20 juin 1917.

Depuis deux ans, je n'ai rien négligé pour me faire entendre. Il a été expédié plus de 50.000 brochures et 100.000 circulaires; j'ai assisté à des réunions, subi des discours, reçu et fait de nombreuses visites, écrit des milliers de lettres...

Certes, j'ai recueilli les chaudes approbations et les enthousiastes adhésions des meilleurs citoyens de tous les rangs et de tous les coins du pays. Malheureusement, cette élite intellectuelle et morale n'occupe pas les places dominantes et ne dispose pas des moyens suffisants. Et précisément, semble-t-il, parce qu'elle est l'élite réelle. Un système qui n'a pour ressort que le nombre et l'argent favorise automatiquement le médiocre quand ce n'est le pire.

En général, ceux qui détiennent les pouvoirs de richesse, de situation ou de renommée n'ont pas répondu à mon appel. Les atrocités de cette guerre n'ont pu entamer le front d'airain de leur égoïsme. Même quand ils ont été atteints dans la chair de

leur chair. Imperturbables comme le néant, ils restent les stupides esclaves des choses qui vont les écraser.

Quand ils ont répondu d'abord, accepté des entrevues, ç'a été pour se dégager promptement par de futiles objections qui n'étaient évidemment que des prétextes. Les plus généreux veulent bien s'employer à servir la patrie, mais à condition de s'en servir d'abord...

Tel munitionnaire enrichi par l'incurie de notre administration se découvre tout à coup des aptitudes d'homme d'État; tel cuistre veut être d'une académie; tel académicien vise la Présidence de la République. Pas de brasseur d'affaires ou de boursicotier qui n'ait ou ne rêve d'avoir sa gazette. Parfois, toutes ces convoitises se syndiquent, et cela fait un parti, une ligue, — un journal. Aussi est-ce l'âge d'or pour les faiseurs. Jamais il ne fut plus facile de réunir de gros capitaux pour lancer des feuilles de mensonges et de chantages. Elles se multiplient donc. Et c'est inquiétant.

Notre action se serait assuré les moyens les plus puissants si elle avait dévié de son but, si elle n'avait été nationale qu'en belles phrases, si elle avait consenti à servir les basses cupidités ou les misérables ambitions de ces fantoches à qui les hasards de l'anarchie ont conféré une omnipotence dont ils ne savent faire qu'un usage sinistre ou grotesque.

Je n'y mets aucune amertume. Mais, à cette heure tragique, il importe de fixer les responsabilités.

Je tiens à remercier d'abord ceux qui m'ont ap-

porté le réconfort de leur sympathie, de leur générosité et de leur dévouement.

Les relations qui se sont nouées ainsi entre quelques milliers de bons citoyens ne seront pas rompues définitivement. Nous avons appris à nous connaître. Nous nous retrouverons. Un temps viendra — très proche — où, dans l'universelle détresse, nous nous rechercherons.

Lorsqu'ils ne s'alimenteront plus, même les ferments de dissolution et les énergies du mal achèveront de se consumer sur les ruines fumantes de notre civilisation. L'abjecte idolâtrie de l'argent aura perdu les riches ; l'envie, affamé les pauvres. Les profiteurs du désordre eux-mêmes, politiciens, publicistes, meneurs, et leurs maîtres à tous, les ploutocrates, se terreront, — apeurés ou repentants. On sera avide de bons sens, de vérité, d'ordre, de spiritualité. Et comme, en effet, il ne subsistera plus que ce qui ne meurt pas, nous pourrons reconstruire. Ce sera la triomphante revanche de l'esprit.

Puisque notre entreprise de préservation n'a pu s'engager, qu'aucune autre ne s'est révélée, il semble bien, maintenant, que rien ne peut plus arrêter, ni même atténuer les conséquences d'une aliénation morale et mentale collective issue d'un individualisme exacerbé. Pour funestes que soient ces conséquences, l'épreuve personnelle seule les épuisera.

« L'insurrection de l'individu contre l'espèce » s'est trop étendue, intensifiée, surtout depuis quelque trente ans, pour qu'elle se puisse réduire par la persuasion ou d'elle-même. Les désastres, les affres et les deuils de ce carnage sans précédent ne nous ont pas instruits, ni émus. L'effroyable expérience que

va faire la Russie nous laissera impassibles. Il faut que nul ne soit exempt de souffrir en soi-même et par soi-même de ses propres sottises. Il faut que la métaphysique révolutionnaire atteigne son terme ultime, qui est l'absurde, l'impossibilité de vivre en société. Seule, la souffrance sociale ressentie par tous, continûment, sera un enseignement qui portera plus profondément que le lucre et plus loin que les insanités de la presse à grand tirage.

Je ne m'en réjouis pas.

Je sais ce que sera l'anarchie totale, ce que peuvent être, dans une société industrialisée, l'insécurité, la banqueroute, la famine et la jacquerie. Et c'est parce que j'appréhendais ce cataclysme que j'avais assumé de prendre une initiative aussi hardie et de m'y donner tout entier.

Je prie mes lecteurs, surtout ceux qui seraient enclins à me taxer d'exagération pessimiste, de conserver mes lettres, circulaires et opuscules, pour s'y reporter plus tard. La politique ne serait pas objet de science si elle ne permettait les prévisions générales.

L'action essentielle que j'indiquais exigeait d'abord trop d'argent de ceux qui n'ont que du cœur et de l'intelligence, et trop de cœur et d'intelligence de ceux qui n'ont que de l'argent; mais elle eût évité peut-être quelques-unes des plus graves catastrophes qui nous menacent.

Les partis, les œuvres, les ligues demandent beaucoup moins; malheureusement, ils ne sauraient rien empêcher. Les groupements spéciaux, surtout économiques, qui auraient une tâche utile à remplir,

sont trop nombreux, trop faibles. Ils se contrecarrent, il s'entre-heurtent, ils s'annihilent. En général, on met moins d'ardeur à rectifier ce qui déplaît ou incommode qu'à défendre le gâchis dont on bénéficie et les abus dont on vit.

En fédérant tous ces efforts, en les faisant converger, notre organisation eût pu leur donner une vigoureuse impulsion et une direction. Présentement, ce n'est qu'une poussière de bonnes volontés qui sera emportée et dispersée à la prochaine bourrasque.

Pour qui n'a pas le goût des vaines agitations de vanité, il vaut mieux se garder et réserver ses moyens.

D'ailleurs, les résultats que j'ai obtenus dépassent de beaucoup ceux de tous les groupements que je pourrais recommander. Or, si je renonce provisoirement à cette tentative, c'est que ces résultats, à mon sens, sont trop au-dessous de ce qui est strictement indispensable, aujourd'hui, pour intervenir utilement.

Si l'intérêt général n'est pas mieux armé que chaque catégorie d'intérêts particuliers, il ne peut subordonner ceux-ci. Si la force d'ordre n'est pas plus puissante que chaque élément de perturbation, elle ne saurait en réprimer aucun. Et quand on ne peut ordonner, il faut solliciter. Mais ce n'est que pour aggraver le désarroi. Toute action publique qui est astreinte d'abord à quémander la popularité et à rechercher le succès immédiat, elle délaisse nécessairement le but qu'elle s'assigne pour s'assurer les moyens. Elle dévie, elle verse dans la basse politique. Or l'on ne saurait prétendre à régler l'argent et à diriger le nombre quand on en dépend de

quelque façon. C'est l'illusion fâcheuse des conservateurs d'imaginer qu'on atténue l'anarchie en y participant.

Enfin, n'oublions pas que nous aurions eu devant nous le bloc formidable des appétits et des haines qu'agglomère et dresse spontanément la démagogie. Nous devons marcher à fond contre le journalisme d'affaires, la politiquerie, la flibusterie de finance, les tenaces superstitions matérialistes. Nous contestons l'infailibilité de la raison personnelle, qui est un dogme. En face de ce qui est seul organisé dans une nation dissociée, de ce qui peut seul parler et prescrire chez un peuple décérébré, nous nous proposons de créer une puissance d'ordre, un organe de l'intérêt général.

C'était téméraire.

C'eût été insensé si j'avais entraîné nos adhérents dans l'aventure sans être muni, dès le début, d'une force spirituelle et temporelle à tout le moins égale à celle du syndicat des mastroquets. Je n'avais pas lancé mon Appel pour me regarder jouer un rôle, comme un réformateur amateur ou un baladin de lettres ; ni pour emplir le tonneau des Danaïdes, comme un philanthrope ; ni pour le plaisir de recevoir des coups, comme un conservateur.

Pouvais-je faire plus, ou mieux ? Franchement, je ne le crois pas.

Quelques-uns de mes adhérents les plus zélés ont pensé que leur propagande eût été facilitée s'ils avaient pu se réclamer d'un Comité de patronage imposant. Il se peut. Mais on ne se proposait pas de faire œuvre facile en groupant des imbéciles. Action

par en haut, avais-je dit. C'est une élite vraiment que je me proposais de rallier.

Certes, il faut des chefs. Mais non de parade.

Nos célébrités du jour ne sont que les gagne-petit du talent. Ils afferment leur notoriété. Ils mettent leur immortalité en viager. A part quelques nobles exceptions, le monde de la littérature, de la science, de l'Université, des salons, n'a rien fait pour enrayer la décomposition morale, la désagrégation sociale. Il a tout concédé. Il s'est vautré dans la plus vile simonie. Désormais, il est disqualifié.

Il eût été naïf d'en attendre un concours effectif, la propulsion d'un mouvement de régénération qui eût abouti à la séparation de l'enseignement et de l'État, à la suppression de la propriété artistique et littéraire, à la condamnation du bluff, du parasitisme, de la pornographie, du cabotinage ; enfin, à la révision des valeurs sociales. Ces poètes mercenaires, ces bonzes comptables ont surtout un même immense amour pour la caisse que pour la grosse caisse.

En fait, ma tentative n'eut pas d'adversaires plus perfides.

J'ai surtout cherché un chef, — celui qui eût été capable de s'écrier, comme Danton : « Périsse ma mémoire, mais que la Patrie soit sauvée ! » Nulle étoile n'est apparue.

Jusqu'ici, en France surtout, jamais les hommes n'avaient manqué aux circonstances. A considérer ceux qui restent au premier plan, il semblerait que notre race ait tari sa sève eugénésique et ne puisse plus produire que des bavards, des basochiens re-tors, des boutiquiers grippe-sous et des ronds-de-cuir décorés. Cependant nos admirables soldats, les

braves gens qui ont répondu à mon cri d'alarme prouvent le contraire. Dans ce qui fut « le plus beau royaume sous le ciel », il naît encore des hommes ; mais ils s'ignorent et on les méconnaît, ils ne sont rien, ils ne peuvent rien. Tout ce qui affirme du caractère est exclu, traité en pestiféré. La sélection s'effectue à rebours. Aujourd'hui, un Richelieu serait tout au plus un obscur ecclésiastique qui aurait à supporter les brimades, les vexations d'un Gruenbaum-Ballin de Francfort et d'un Malca-Lévy d'on ne sait où ; un Carnot serait bafoué et destitué par un Raffin-Dugens ou quelque autre Aliboron. Pourtant, ils n'en seraient pas moins Richelieu et Carnot.

Le public lui-même, livré aux suggestions d'une publicité à outrance, idiotisé systématiquement, dupe et complice, substitue au jugement de son bon sens natif le fétichisme du succès quand même. On le flagorne, on l'amuse, on flatte ses manies, ses ignorances, ses vices, et il applaudit, il paye.

Un organisme ne saurait se mouvoir et vivre sans un centre nerveux. Une société se désagrège quand elle n'a plus de gouvernement. Et il n'y a plus de gouvernement, ni temporel, ni spirituel, quand c'est une carrière de contenir, de stimuler, de dicter, quand c'est un métier d'informer, d'enseigner et de conseiller.

Comme les possédants sont surtout des possédés qu'il faut exorciser, nos innombrables « maîtres » sont surtout des esclaves qu'il faut émanciper.

Garder ce qui reste de la société française, coûte que coûte, a pu paraître un programme trop vague ou trop mince.

C'est qu'il est encore des Français qui estiment si haut leurs préjugés, leurs désirs et leur logique que, sans hésiter, ils y consacrent la France et ses possibilités. Pour eux, elle ne vaut d'exister que si elle prend la figure qui leur agrée. Au surplus, ils sont tellement enchantés d'eux-mêmes, de leurs travaux, de leurs méthodes, qu'ils ne conçoivent rien de mieux que de persévérer dans la course à l'abîme.

Mais, ergotent-ils, — et c'est leur meilleure raison, — il y a les « poilus »...

Et puis?... Nos soldats ont été des braves, ils ont repoussé l'envahisseur, ils vaincront. Victimes expiatoires, ils ont racheté, de leurs longues souffrances, de leur sang, l'impéritie des dirigeants, l'absurdité de notre système électif et parlementaire, toutes nos divagations, toutes nos fautes.

Nous leur devons beaucoup, — d'abord ce qu'il est encore possible de faire pour manifester notre reconnaissance autrement qu'avec des mots, pour que leur immolation consentie, leur magnanime holocauste ne soit pas inutile. Ce n'est pas en nous obstinant que nous nous acquitterons envers eux, mais en répudiant l'erreur, en assurant la prospérité du pays, en instituant l'ordre politique et social.

Parce qu'ils ont beaucoup donné d'eux, ne leur demandons pas trop. Revenus dans leurs foyers, ils aspireront surtout au calme, à la sécurité, à l'amitié. Les louanges hyperboliques dont on les accable marquent la crainte de leur colère et l'intention d'exploiter leur prestige. Il serait prudent et honnête de leur dire qu'ils n'ont pas, quoique électeurs, la science politique infuse. Seulement, ils ont connu la discipline. Ils savent maintenant qu'une troupe

sans capitaine, si valeureuses que soient les unités, ne peut vaincre ; que le bon chef, ce n'est pas celui qui parle le mieux, qui est le camarade préféré, ou même qui est le plus intrépide, celui qu'on élirait par rapport à soi ; mais celui qui sait commander, se faire obéir, celui qu'on accepte et dont on ratifie la désignation par rapport à l'ensemble.

Il reste à comprendre que c'est là une règle générale qui s'applique à toute collectivité agissante.

Les combattants seront simplement des civils de bonne volonté si les billevesées des bourreurs et videurs de crâne de la Presse et du Parlement ne troublent pas leur raison, si l'ostentation des fortunes trop rapidement gagnées, le scandale de la lésine, du faste et de la noce ne soulèvent pas leur courroux.

Liguées, les élites sociales eussent pu cultiver, utiliser, développer les bonnes dispositions, refréner les mauvaises, — en encadrant, en préservant, en organisant, en guidant. Dans la paix victorieuse si chèrement remportée, nos « poilus » auraient pu être ainsi les plus énergiques agents de la régénération sociale. Malheureusement, ils resteront livrés aux Bêtes mauvaises, journalistes et politiciens en quête d'une clientèle, qui leur feront accroire qu'ils savent et peuvent tout, qu'ils n'ont plus que des droits et qu'ils sont au-dessus de toutes les polices.

Tout l'héroïsme du monde ne changera rien aux inflexibles lois qui régissent les sociétés humaines. Ni nos désirs, fussent-ils unanimes ; ni les discours, fussent-ils grandiloquents. Il n'est pas de miracle qui dispense de peiner, de se soumettre, d'agir et de se dévouer.

De même, ils attendent trop de la victoire, ceux qui sont bien décidés à ne jamais décider, à ne participer d'aucune manière à un effort social, à ne rien modifier de leurs us et de leur abus.

Pourquoi se préparer, s'inquiéter ? A quoi bon s'évertuer pour les autres ? — « On les aura. »

Au miracle-poilu comme au miracle-victoire, on peut appliquer ce que Bastiat disait de l'État-providence : c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde cherche à vivre aux dépens de tout le monde.

Or, à la cessation des hostilités, nous entrerons dans une phase extrêmement périlleuse.

La reprise du travail civil, le licenciement du personnel féminin des usines, la réorganisation de la production normale, des transports, des échanges, la restauration de la confiance financière, c'est-à-dire du crédit, devront s'effectuer avec le moins de secousses et le plus promptement possible. Le peuple désarmé par l'émeute sera bientôt assujéti, sinon envahi et annexé, et la nation qui se laissera distancer sur le marché mondial ne rattrapera jamais cette avance désastreuse pour elle.

On jongle volontiers avec les milliards de l'indemnité de guerre que nous versera l'Allemagne matée. Il en faudra rabattre. L'ours le plus sûrement tué et le mieux pourvu n'a qu'une peau.

Au reste, si le plus simple calcul ne nous démontrait que la guerre est devenue trop onéreuse pour rembourser pécuniairement la guerre, ce serait encore une pernicieuse chimère. Même les dollars américains, qui sont moins aléatoires, ne nous exonéreront d'aucune charge, d'aucune obligation. L'ignoble passion de l'argent a propagé les plus

fausses notions sur la monnaie. Celle-ci n'est pas nécessairement du métal. Elle l'est de moins en moins. Ce n'est pas la richesse. Ce n'est qu'un signe représentatif dont on peut se passer. Toute richesse provient du travail social, c'est-à-dire d'une coopération.

L'or rapporté par ses conquistadors a appauvri l'Espagne pour des siècles. Cependant qu'après 1871, la France, dépouillée de son numéraire, anémiée, jugulée, se relevait plus prospère, plus heureuse qu'avant, les milliards de notre rançon provoquèrent en Allemagne une crise économique très grave, qui ne prit fin qu'en 1877, quand le mirage fut dissipé. Actuellement, l'afflux d'or dans les États neutres a pour effet surtout de surélever le prix des subsistances.

Si l'on dépose les armes dans un an, notre dette publique dépassera 100 milliards, et donc notre budget annuel atteindra 15 milliards, — en admettant que nous parvenions à enrayer le mortel socialisme parlementaire, d'État, et surtout électoral.

Or nos revenus n'étaient, en 1913, que de 30 milliards par an. Nous n'éviterons donc la banqueroute et ses funestes suites qu'en accroissant notre production de 6 à 10 milliards. C'est possible, puisque le chiffre des revenus de l'Allemagne comme de l'Angleterre dépassait 45 milliards. Ce sera très difficile, parce que les conditions du commerce international seront tout autres, chaque peuple voulant et pouvant se suffire à lui-même; parce que la concurrence sera plus vive.

L'anarchie intellectuelle et morale ne fait pas de la terre une bergerie. Tant qu'elle sévira, le paci-

fisme économique ne sera pas une moins nocive niaiserie que le pacifisme politique. Dès que le canon se laira, c'est avec l'outil, le capital, le crédit qu'il faudra continuer la lutte. Nos alliés d'aujourd'hui seront nos compétiteurs, nos adversaires de demain. Ce sera, comme disent les Anglais qui s'en préoccupent, « la guerre après la guerre ».

Sommes-nous en mesure de la soutenir ? Hélas ! Nos méthodes de travail, notre commerce manquaient de concentration, d'intégration, de crédit. Notre machinisme, nos usines, nos comptoirs, nos banques étaient languissants, surannés. Notre outillage économique, — voies ferrées, canaux, docks, ports, etc., — reste lamentablement défectueux. Pourtant, nos dépenses publiques, civiles et militaires, depuis quarante ans, n'étaient pas moindres que celles de l'Allemagne.

D'abord, notre main-d'œuvre s'étant réduite de trois millions de jeunes hommes tués ou mutilés, les salaires hausseront follement (1). Les allocations, les diverses distributions, les sportules, les promesses, les gréviculteurs y pousseront. Il n'y aura pas un folliculaire, pas un candidat, pas un journal, pas un parti qui n'inventent des « dédommagements » à réclamer, des « droits » à revendiquer, des « injustices » à réparer, des « égalités » à instaurer. Autant d'encouragements à perpétuer l'incurie, la gabegie, autant de primes à la paresse et au gaspillage.

Il est des entreprises où les employeurs ne pourront surenchérir. Et ce sont précisément celles dont

(1) Les femmes n'y suppléeront pas sans aggraver le relâchement des mœurs, le malthusisme suicide.

toutes les autres dépendent. Les chemins de fer, par exemple. Surtout l'agriculture.

Le Français, qui est d'une prévoyance personnelle excessive, allant jusqu'à l'avarice sordide, ne laisse pas d'être aussi d'une insouciance collective effrayante. Cela lui a coûté déjà un peu plus que les sous qu'il thésaurise. Ce n'est pas assez.

Tout devrait tendre au plus grand rendement à meilleur compte. Tout devrait être subordonné à ce qui stimule la production. Qui songe à notre économie nationale? Quel organe, chez nous, est chargé de s'en occuper? Qui a la mission de prévoir pour pourvoir? Qui est responsable?

L'Allemagne aussi convoite une énorme indemnité de guerre. Mais elle s'arrange comme si elle ne devait pas l'obtenir. En tout cas, d'ores et déjà, elle destine ce trésor au développement de la prospérité générale. Chez elle, même le socialisme reste positif et organique. Chez nous, même le jeu timide des conservateurs tourne à l'incohérence et à la démagogie.

Depuis le 2 août 1914, peut-être avant, l'Allemagne a préparé patiemment, méthodiquement, son avenir économique. Elle a ses manufactures sous pression, l'armée de ses ingénieurs, de ses commis-voyageurs mobilisés, ses matières premières achetées d'avance au meilleur cours, sa clientèle faite, ses succursales installées chez les neutres. Elle n'a pas cessé de perfectionner son outillage, de construire ses vaisseaux marchands. Ses banques industrielles sont en pleine prospérité. La *Dresdner bank* a réalisé en 1916 un bénéfice brut de 50 millions de marks, soit 31 millions de bénéfices nets contre 25 en 1915. Le divi-

dende pour cette année a donc été fixé à 8,50 o/o contre 6 o/o en 1914 et 1915. La *Deutsche bank* a fixé son dividende pour l'exercice 1916 à 12,50 o/o.

Le blocus même, qui l'a gênée terriblement pour la guerre, l'aura servie. Je ne parle pas seulement de cette industrie des « substituts » que le besoin lui fit créer de toutes pièces et qui réserve de désagréables surprises aux alliés victorieux, mais des mesures de restriction qu'elle a su prendre, de la sage et prévoyante dictature économique qu'elle a instituée. Il en restera que l'économique sera dorénavant gouverné aussi fermement que le politique. Les répercussions en sont incalculables. Nous l'apprendrons à nos dépens.

L'Angleterre s'apprête aussi. Les redoutables problèmes qui se poseront demain sont étudiés et abordés avec un esprit pratique et large. Par exemple, il vient de se former l'*Empire Resources Development Committee*, composé d'hommes influents, « rompus aux affaires coloniales ». Ce comité propose d'alléger et même d'éteindre la dette nationale en mettant en valeur les territoires des colonies et des dominions.

Chez nous, rien n'a été fait, rien n'est prévu, — sinon le décevant « mur », le boycottage du commerce allemand, la dépossession par l'impôt niveleur et la faillite. Il est vrai que nous pourrions nous rassasier d'éloquence.

A la faveur de la confusion, radicaux et socialistes vont s'ingérer dans toutes les fonctions de l'État, avec leur fausse idéologie, leur imperturbable présomption et leur intégrale incompétence. En énervant l'exécutif, ils amplifieront à l'infini le légis-

latif. Tout se résoudra à coups de lois, sur le papier. Malheureusement, cela ne fera pas pousser le blé, tisser le coton et la laine, extraire la houille, ni rentrer l'impôt, ni baisser le change. D'ignorance en sottise, d'élections en émeutes, nous irons à la catastrophe suprême. Nous reverrons les beaux jours des multiples taxations, de la réquisition, de la planche à assignats, des confiscations. Après que l'insécurité aura ralenti la production et fait fuir les capitaux, la disette exaspérera les haines de classe.

Où en est le pays, il ne se peut relever qu'à ces conditions essentielles :

- 1° Victoire décisive;
- 2° Compensations, dédommagements suffisants;
- 3° Prompte reprise du travail et mise en train de toute l'activité productrice;
- 4° Sage administration publique;
- 5° Vigoureuse direction politique, c'est-à-dire l'exécutif indépendant du législatif, dictature responsable.

Grâce à la vaillance de nos troupes, nous réaliserons la première, peut-être la seconde. Mais les autres ? On en désespère.

« Je ne connais rien de plus dangereux, a dit Le Play, que les gens qui propagent des idées fausses sous prétexte que la nation ne voudra pas y renoncer. Si elle n'y renonce pas, elle périra. »

N'ayant rien à faire avec les timorés que les mots effrayent, ni avec les roués qui évitent de se compromettre, je n'ai pas hésité à parler de « dictature ».

Cette solution n'est pas celle de mon choix, car je préférerais que les hommes fussent des anges et pus-

sent se passer d'être gouvernés, mais c'est celle qui s'impose dans les circonstances présentes. Dans tous les temps, partout, aux heures difficiles, quoi qu'on en eût, les peuples ont eu recours à la « dictature salvatrice ». C'est la réaction organique de toute société en péril.

L'homme va jusqu'au bout de ses aberrations tant qu'il n'en pâtit pas trop directement. La gêne le ramène durement à une plus juste appréciation des nécessités de l'existence sociale. Les lois de la politique positive se vérifient toujours. Elles ne supportent pas d'être transgressées.

D'ailleurs, on se trompe quand on croit que le pouvoir personnel implique l'arbitraire, l'absolutisme. Le contraire est plus exact. Plus l'autorité est concentrée, plus elle est sensible aux pressions de l'opinion publique. Reste, il est vrai, à éclairer et guider cette opinion.

L'unique supériorité de l'Allemagne est d'être gouvernée.

Le kaiser ne fait qu'un avec son peuple, — même socialiste. Notre Parlement est comme étranger à la nation. Ce n'est pas le kaiser qui a voulu la guerre. C'est toute l'Allemagne, et elle l'a voulue, au moment le plus favorable pour elle, parce qu'elle ne pouvait ne pas la vouloir. Nous avons été surpris par les événements. Nous le serons encore. L'histoire a sa logique, contre laquelle ne prévalent point les sophismes.

Tout peuple évolue et se développe dans la ligne du destin que lui font sa terre et ses morts. Une dictature ne change pas la nature des choses. Elle maintient. Elle propulse. Elle contient. Elle rem-

plit avec le moins de frottement et d'usure la fonction vitale de gouverner. C'est l'unité et la continuité de direction, l'exécutif dégagé du législatif, le commandement responsable au lieu des caprices incohérents d'une oligarchie anonyme.

Sans doute, celle-ci octroie volontiers la licence de jouir, de divaguer, d'exploiter, de piller, de s'enrichir contre la patrie et contre la race. C'est là son état. D'autre part, un gouvernement dictatorial, qui assume toutes les plus hautes libertés régionales, politiques, sociales et religieuses, est tenu pour despotique parce qu'il subordonne aussitôt les intérêts privés et les commodités personnelles à l'intérêt collectif, à l'indépendance, à la prospérité nationales. Il peut être considéré aussi comme rétrograde parce qu'il ne s'occupe du progrès qu'après l'ordre qui en est la base. Mais c'est ainsi seulement que les libertés positives s'établissent et que le vrai progrès se réalise.

En réalité, c'est l'anarchie qui supprime toutes les libertés, comme l'exemple de la Russie va nous le prouver encore, et c'est le pouvoir fort qui est à même de les protéger.

Une dictature réglée suspend les libertés dans l'intérêt de tous. Un pseudo-gouvernement parlementaire, incapable de résister aux sollicitations et aux sommations des intérêts particuliers, seuls coalisés et organisés, devient l'instrument de toutes les tyrannies, et d'abord celle de la faction dont il émane. Taine a montré ce qu'a pu être « la tyrannie jacobine ». Elle fut sans limite, parce qu'impersonnelle, irresponsable. Une cohue d'assemblée, des ministres éphémères, une bureaucratie occulte, la

populace sont insaisissables. La pire autocratie a du moins ses abus et son absolutisme tempérés par le régicide.

Je crois l'avoir assez montré pour justifier cette retraite : L'action de salut public dont j'ai tracé le plan ne saurait s'amoinrir sans se dénaturer, devenir stérile et même nuisible.

Ce peuple n'a pas assez pleuré, assez saigné de tout l'être. La terrible leçon de la guerre ne l'a pas assez pénétré. L'erreur n'a été qu'ébranlée. Le maléfice n'est pas conjuré. Les uns n'ont pas compris qu'il faut des pouvoirs pour l'accomplissement des devoirs, et les autres ne veulent pas reconnaître que les pouvoirs mesurent les devoirs.

Mais qui n'a pas cédé à l'appel de la raison, à la persuasion, se rendra à la rude contrainte de l'implacable fatalité. C'est la marche habituelle des choses humaines. On ne donne le maximum d'efforts que sous l'aiguillon de la misère ; on ne s'instruit, on ne se redresse que par les épreuves.

J'adjure les généreux correspondants qui, selon leurs ressources, m'avaient promis leur concours, de ne pas désespérer. Patientons. Nous nous reprendrons.

La douce France, impératrice des nations, terre de clarté, de loyauté, de beauté, n'abdiquera pas, elle ne reniera pas le noble idéal que tout son passé lui a transmis. Elle n'acceptera jamais d'être anéantie dans une lâche ignominie. Son rayonnement importe à l'eurythmie du monde, à la grandeur de l'humanité. L'insidieux poison de la métaphysique révolutionnaire a pu enténébrer son cerveau, l'indi-

vidualisme dessécher son cœur, un épais matérialisme obscurcir son âme : Ce n'est qu'une éclipse. Les brumes se dissiperont.

Ayons confiance, malgré tout. Soyons attentifs aux événements. Des circonstances peuvent surgir brusquement qui permettront et exigeront notre intervention.

G. DEHERME,

*6, boulevard de la Madeleine,
Paris (IX^e).*

Jusqu'au 20 juillet, je recevrai tous les mercredis, de 9 h. à midi et de 16 à 18 heures. A tout autre moment, sur rendez-vous.

4318. — Tours, imprimerie E. ARRAULT et C^{ie}

